

Daniel Bensaïd

Un véritable soulèvement populaire

Daniel Bensaïd répond aux questions de L'Humanité sur la portée du mouvement social de 1995.

L'Humanité : *Comment appréciez-vous le mouvement de grèves et de manifestations au lendemain du 12 décembre ?*

Daniel Bensaïd : Ce qui s'est passé mardi marque un tournant. Le mouvement prend la dimension d'un véritable soulèvement populaire, non seulement contre les mesures libérales envisagées dans l'immédiat par le gouvernement, mais aussi contre tout l'arriéré – plus ou moins bien toléré – du temps des gouvernements socialistes. Dans l'un et l'autre cas, il s'agit de la même logique de soumission à l'impératif monétaire absolu.

Une compréhension accélérée du rapport entre les différents dossiers, des enjeux, du choix de société, caractérise aujourd'hui le mouvement. Les manifestations de mardi ont traduit la renaissance d'une certaine culture ouvrière qui était considérée comme caduque par de nombreux sociologues. Cela se fait dans le plaisir d'une dignité retrouvée et cela s'exprime dans un mélange — d'ailleurs explosif — de gravité et de bonne humeur. La dynamique même du mouvement l'éloigne des prétendus corporatismes que les commentateurs croyaient discerner au début. Le sentiment a très vite existé que la Fonction publique, les entreprises publiques se battaient pour tout le monde. D'où aujourd'hui le caractère central des slogans sur le retrait du plan Juppé. Ce mouvement est porteur de la défense de

valeurs de solidarité fondamentales. Et cela est largement ressenti par les usagers et les salariés du privé.

L'Humanité : *Un peu de prospective. Certains s'étonnent que le mouvement se développe « malgré » un déficit évident de perspective politique. Ne peut-on affirmer au contraire qu'il se développe « à cause » de ce déficit ?*

Daniel Bensaïd : Le pouvoir nous fait le coup de la réforme unique. Avec Maastricht, il nous avait fait celui de la voie unique pour la construction européenne. Le plan Juppé, ce n'est pas la réforme, mais la contre-réforme sur toute la ligne. Le mouvement gréviste, avec ses composantes syndicales, est, par contre, porteur d'alternative. On peut ouvrir chaque dossier. Sur la Sécurité sociale, sur une politique de transport ferroviaire et routier, sur ce que pourrait être la place des télécoms, sur ce que devrait être une politique de santé... Si déficit politique signifie qu'il n'y a pas de répondant en termes de partis, de majorité de rechange, de politique alternative, il faut préciser que le grand absent de tout ça c'est le Parti socialiste. Jospin est devenu invisible parce qu'il est ligoté par son soutien à la politique de Maastricht. Dans ces conditions, l'absence d'issue politique fait que le mouvement social n'est soumis à aucune échéance électorale, aucun calcul politique en termes d'issue parlementaire. Cela crée l'événement. Et il faut croire à sa fécondité. Ce qui s'est déjà passé – et ce n'est pas fini – n'est pas mal.

L'Humanité : *Les élites, c'est-à-dire les classes dominantes, sont censées agir par intérêt. Mais ne manifestent-elles pas aussi une certaine incompétence ?*

Daniel Bensaïd : Quand un conflit s'aiguise à ce point-là, apparaissent deux mondes qui ne

communiquent plus. Entre la parole de terrain donnée aux grévistes et celle des aréopages d'experts réunis dans des forums médiatiques, il y a une rupture profonde. Deux visions différentes de la société. Il peut y avoir là-dedans de l'incompétence et de l'arrogance, mais je crois que le problème est plus profond.

Il y a d'abord la faillite des élites politiques, aussi bien de droite que de gauche. Tous les projets ont oscillé entre un ralliement aux orientations libérales sous prétexte de construction européenne, et les tentations de repli national – un tantinet chauvin – et de retour à un gaullisme populiste. Tout cela ne peut pas ouvrir une perspective de société différente. Il faut ajouter à cela le problème du discrédit des partis et même, dans une certaine mesure, du Parlement. Entre l'instance de souveraineté européenne qui permet au gouvernement de se défausser sur Bruxelles quand il prend des mesures trop impopulaires, et les éléments de délégation du pouvoir au niveau mondial comme l'organisation du commerce, les salariés ont le sentiment que l'interlocuteur qui peut vraiment prendre des décisions est brouillé. C'est là, je crois, une crise durable.

D'ores et déjà, l'inflexible Juppé a découvert la flexibilité. Il a réellement reculé sur certains dossiers. Le mouvement ne risque plus d'être battu dans un climat comparable à celui qui a existé en Angleterre après la défaite des mineurs. Quels que soient maintenant les développements, les secteurs qui ont été en pointe ne rentreront pas avec un sentiment de défaite. Je crois que c'est d'ores et déjà porteur d'avenir.

Propos recueillis par Arnaud Spire
L'Humanité
du 14 décembre 1995